



Pour les SDF, l'été peut être un enfer

Les demandes d'hébergement d'urgence explosent alors que, durant la période estivale, les places sont rares. Des centres maintiennent donc leur capacité d'accueil.



Paris (XIII^e), le 26 juillet. Au Refuge, un centre d'hébergement d'urgence propriété de l'association la Mie de pain, on avait coutume de réduire la capacité d'accueil de moitié au printemps, passant de 426 à 210 places. Une pratique de gestion des lits à la saison qui a pris fin. (LP/Thomas Salomon)

Devant le bureau de son assistant social, Daniel fait les cent pas. Il va passer sa dernière nuit au Refuge — propriété de l'association la Mie de pain (Paris XIII^e) — dans le box exigu aux huit lits superposés où règnent chaleur et odeur étouffantes. « Je vais avoir une chambre pour moi en centre de réinsertion sociale. J'aurai enfin une vie plus tranquille », espère-t-il.

Alors que cet été deux appels sur trois au Samu social se soldent par un refus d'hébergement d'urgence, ce centre pour hommes a décidé d'arrêter la gestion de ses lits à la saison. Comme de nombreuses structures, le Refuge avait coutume de réduire sa capacité d'accueil de moitié au printemps, passant de 426 places à 210. « On ne veut plus remettre des gens à la rue quand commence l'été, explique le directeur, Christophe Piedra. On en a fini

de détruire à la fin de l'hiver tout ce qu'on a construit en termes d'accès aux soins, de démarches administratives et d'image de soi. » Dès septembre, 300 places seront ouvertes à l'année, nuit et jour, dans un centre flambant neuf de la même rue.

A l'évocation du 115, Daniel, qui a passé deux ans dans la rue, lève au ciel ses yeux cernés. « Je pouvais entendre le message d'attente pendant quarante-cinq minutes. Quand j'arrivais à leur parler, on me disait de rappeler deux heures plus tard. Si à 22 heures, on me conseillait la même chose, je savais que je passais la nuit dehors. Et l'été, même pas la peine d'essayer ! »

Daniel nous montre comment il attachait fermement son sac autour du poignet avant de le caler sous la tête. « Quand on dort dehors, on se fait voler ses affaires, ça m'est arrivé deux fois. Il n'y a aucune pitié dans la

rue. Et pour celui qui n'a rien, c'est encore pire l'été », lâche l'ancien garçon de café. Impossible de compter sur l'indulgence de la RATP qui laisse les sans-abri au chaud pendant l'hiver. « Les passants donnent moins l'été. Et il y a la chaleur, la pollution, la poussière », égrène-t-il.

Depuis trois ans, Daniel fait partie des 210 « messieurs », comme les baptise le Refuge, qui peuvent conserver leur place en été. Pour la première fois cette année, il bénéficie

d'un accueil de jour. « Avant, je partais à 8 heures pour revenir à 17 heures. J'allais dans un parc, je buvais bière sur bière », admet celui qui a « disjoncté » lorsqu'il a perdu son emploi. Daniel a passé une partie de ses journées avec les travailleurs sociaux, à élaborer son projet de réinsertion. Dès son installation dans sa nouvelle chambre, il compte chercher un emploi aidé à la mairie de Paris.

FLORA GENUX

« On en a fini de détruire à la fin de l'hiver tout ce qu'on a construit »

Christophe Piedra, directeur du Refuge à Paris (XIII^e)

Déshydratation, crise cardiaque...

« La mortalité n'a rien à voir avec la saison », soutient Cécile Rocca, responsable au collectif les Morts de la rue. Si les décès de sans-abri sont plus médiatisés quand les températures plongent, la rue tue autant le reste de l'année. En 2011, le collectif comptait 28 morts parmi les SDF en août et 27 en décembre. En plus des cas de déshydratation, on

relève des décès imputés à la tuberculose ou aux crises cardiaques. « Selon nos estimations, 400 sans-abri meurent chaque année. C'est un chiffre à peu près stable qui correspond probablement au tiers du nombre de décès si l'on prend en compte notre difficulté à les recenser. » Dans la rue, la mort survient à 49 ans en moyenne. FLG.

« La majorité des sans-abri sont des familles »

Florent Gueguen, directeur général de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale

A la tête de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) Florent Gueguen fustige une gestion « saisonnière » de l'hébergement d'urgence.

Pourquoi est-il difficile d'accéder à un hébergement d'urgence cet été ?

FLORENT GUEGUEN.

Les demandes explosent : il y a 40 % d'appels en plus au Samu social cet été par rapport à l'an passé. En parallèle, les places ouvertes l'hiver sont fermées par l'Etat entre mars et juillet. Actuellement, 76 % des appels au 115 ne sont pas satisfaits ! La mortalité des sans-abri ne change pas avec les saisons : la rue



est tout aussi dangereuse. Entre 2001 et 2012, la population SDF a augmenté de 50 % selon l'Insee.

Quelles sont les régions les plus touchées ?

Les Pays de la Loire, l'Aquitaine, Rhône-Alpes. Grenoble ou Lyon n'ont plus aucune place dès le matin. La demande augmente dans des départements ruraux comme le Gers. Paris est moins concernée car la capitale a concentré les efforts de l'Etat qui consiste à stabiliser 5 000 places d'accueil en 2013. Le gouvernement s'est engagé à mettre fin à la gestion saisonnière de l'hébergement d'urgence mais ce n'est toujours pas appliqué.

Faudrait-il conserver les places ouvertes en hiver ?

Il n'est pas question de pérenniser l'accueil dans les gymnases ou les casernes. La réponse à la crise n'est pas la création de places d'urgence

ad vitam aeternam. Le parc doit être augmenté de 50 000 logements sociaux et d'insertion.

Dans l'urgence, qui compose le 115 ?

Depuis un an, le changement dans la population de sans-abri est radical. La majorité des appelants ne sont plus des hommes seuls et âgés mais des familles avec enfants. Elles sont orientées vers des hôtels, ce qui coûte très cher pour un résultat social

“La réponse à la crise n'est pas la création de places d'urgence ad vitam aeternam”

quasiment nul. Quelque 60 % des appelants viennent d'un pays situé en dehors de l'Union européenne. Enfin, 74 % des sans-abri sont déjà connus des services. Ce qui signifie qu'une personne est prise en charge avant d'être abandonnée, puis de nouveau prise en charge. Il n'existe pas de sortie vers un logement stable et une réinsertion vers l'emploi !

Comment le 115 choisit-il parmi les appelants ?

Les étrangers sont lésés, notamment les demandeurs d'asile. A Lyon, en Gironde, dans les Pays de la Loire, des instructions ont été données pour privilégier les populations qui ont un titre de séjour. Nous les avons dénoncées. Toute personne en attente d'hébergement peut prétendre à un logement social.

Propos recueillis par FLG.